

UN DOCUMENT CONCLUT LA SÉRIE DE CONCLAVES DES SIX

Réformes ou replâtrages ?

La réunion des Six, ces fameux conclaves entre Bouteflika et les plus hauts responsables des institutions de l'Etat, a pris fin jeudi dernier avec la présentation, par le Premier ministre Ahmed Ouyahia, d'un rapport de conclusions. C'est ce que nous a confié une source proche de la présidence.

Kamel Amarni - Alger

(Le Soir) - Il s'agit, pour rappel, de réunions secrètes entre Bouteflika, le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, le président de l'APN, Abdelaziz Ziari, du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, du président du Conseil constitutionnel, Boualem Bessaïeh, et du ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, Abdelaziz Belkhadem. Elles ont eu lieu successivement les mercredi 9 et jeudi 10 mars, puis le lundi 14 mars et, enfin, le jeudi 17 mars au palais d'El-Mouradia.

«La réunion de jeudi dernier était la dernière du genre. Elle s'était penchée sur le rapport présenté par Ouyahia», a indiqué notre source. Un rapport qui porte, selon notre source, sur l'ensemble des points évoqués lors des précédentes réunions. «Ces réunions étaient motivées par les derniers développements au niveau national et international. Il s'agissait d'arrêter un certains nombre de mesures pour faire face à la situation.»

Des mesures qui sont intimement liées à l'évolution de la situation, particulièrement au niveau interne. «Tout dépendra du niveau de la contestation. De sa nature aussi et des formes que cela prendrait, éventuellement».

Cela est surtout valable s'agissant d'une éventuelle dissolution de l'Assemblée. «C'est là une extrémité que la situation n'exige pas, pour le moment», croit savoir notre source. Ceci étant, ce qui est certain, désormais, c'est la révision de la Constitution.

«Une révision qui interviendra courant cette année et se fera à travers le Parlement et non pas par voie référendaire, confirme encore notre source. De la sorte, Abdelaziz Bouteflika évitera de mener une campagne électorale, physiquement très exigeante. Que changera-t-il dans la loi fondamentale ? «La conjoncture internationale d'ensemble l'imposant presque, il est certain que le président reviendra à l'ancienne formule d'avant novembre 2008, en reprenant la limita-



Photo : Samir Sid

tion des mandats présidentiels à seulement deux», a encore confié notre source.

L'ère des présidences à vie étant à jamais révolue avec le vent des révoltes qui secoue le monde arabe depuis décembre dernier, Bouteflika ne peut plus se permettre de rester en rade. «L'effet d'annonce sera important.

Et en plus, cela n'influera aucunement sur lui (Bouteflika, ndlr) car, le concernant, la comptabilité commencera à partir de 2014, une loi n'étant jamais à effet rétroactif.»

Aussi, est-il attendu «d'autres amendements significatifs et qui iront dans le sens d'un renforcement des prérogatives du

Parlement et de celles du Premier ministre pour un meilleur équilibre des pouvoirs», a ajouté notre source. «L'élu doit être valorisé.

C'est d'ailleurs dans ce sens que s'orientera la nouvelle mouture du code de la commune qui a fait l'objet d'intenses consultations entre Ouyahia, Belkhadem et Ziari sur recommandation

du président», selon la même source.

Le gouvernement reprend ses réunions

Le Premier ministre étant complètement «absorbé» par la préparation du rapport demandé par Bouteflika, le gouvernement avait dû reporter deux réunions qu'il devait tenir la semaine dernière. Ce n'est donc que lundi dernier que les membres du gouvernement ont reçu une convocation pour une réunion de l'exécutif aujourd'hui, mercredi.

Selon une source gouvernementale, l'ordre du jour portera sur l'examen de l'avant-projet des statuts des personnels de la Télévision nationale et de la Radio nationale, essentiellement. Pour demain, jeudi, Ouyahia prévoit une autre réunion, celle du Conseil des participations de l'Etat et qui se penchera sur plusieurs questions économiques, notamment l'épineuse affaire des holdings publics.

K. A.

IL INVITE LES ALGÉRIENS À SE REMOBILISER POUR UNE SORTIE DE CRISE

Les propositions d'Aït Ahmed

Aït Ahmed s'invite au débat. Il a adressé hier un message aux Algériens où il propose une sortie de crise. Une lettre dans laquelle il estime nécessaire une mobilisation de tous pour aboutir à l'autodétermination du peuple qui passe inexorablement par une assemblée constituante.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le leader du Front des forces socialistes (FFS) sort de son silence. Dans un long message adressé au peuple algérien, intitulé «Pour une alternative démocratique et pacifique», il fait un diagnostic de la situation politique et propose des solutions car, dit-il, «à chaque fois que cela sera nécessaire, il faudra apporter les clarifications indispensables à une véritable construction politique nationale, démocratique, populaire et pacifique».

«Cinquante ans après, nous voici face aux mêmes absences»

Le numéro un du FFS commence par dire que l'Algérie ne saurait être en marge des mouvements qui traversent la région. «La crise algérienne s'inscrit naturellement dans le cadre des crises en cours. Pour autant, il n'est pas question de céder à une quelconque «contagion démocratique» dans l'explication et le traitement de chaque situation nationale», écrit-il, estimant que l'occasion est tout de même donnée pour «mettre à nu les pratiques de dépolitisation et de désarmement moral propagées par les tenants de la violence». Aït Ahmed n'épargne pas au

passage ceux qui «trop pressés de substituer leur agenda à celui de la société, ils ont voulu profiter de quelques confusions médiatiques soigneusement entretenues pour semer, encore une fois, le trouble». La crise, Aït Ahmed situe ses prémices au lendemain de l'indépendance. «Cinquante ans après la proclamation de l'indépendance nationale, nous voici face aux mêmes absences : absence d'un Etat de droit, absence de vie politique, absence de constitution digne de ce nom, absence d'institutions légitimes capables de protéger le peuple autant que le pays des abus et d'assurer son droit à vivre dans la liberté et la dignité», écrit-il. Et d'ajouter : «C'est la part confisquée de démocratie, de liberté, de souveraineté, de citoyenneté, de justice et d'égalité devant la loi dans la construction d'un véritable Etat de droit qui a troublé les lendemains des indépendances. Et c'est cette part de liberté confisquée qui revient périodiquement, portée par de nouvelles générations, pour affirmer, haut et fort, que sans liberté des individus et des peuples, il n'y a ni indépendance ni souveraineté nationale, ni développement économique, politique et social».

Ni guerre civile ni dictature

Comment sortir de cette crise quasi chronique ? Le président du FFS considère qu'il serait «léger de croire qu'il suffirait de dissoudre des institutions ou des partis pour que sortent de leurs décombres d'autres institutions et d'autres partis tout prêts pour un usage démocratique. Tort surtout de croire que l'union est dans le reflux du politique au profit du fusionnel. Les unions sacrées et les faux consensus ne donnent que de fausses solutions». Une priorité, cependant, «la construction d'un système politique qui rende sacrée la préservation du sang des Algériens. Et cela ne sera possible que dans le cadre d'un Etat de droit, construit précisément par les gens pour respecter et faire respecter le droit des gens».

Aït Ahmed préconise une «autodétermination du peuple» qui doit impérativement passer par «un ancrage social plus large».

Aux acteurs de ces luttes, estime Aït Ahmed, il manque «de se voir et de savoir ce qui les lie et ce qui les sépare et comment ne pas tomber dans les pièges de la division, de la dispersion et de la diversion», au moment où «le mur de la peur a été remplacé et aggravé au plus profond de la société par un mur de lassitude et de dégoût devant la vénalité et la vassalité des fausses élites imposées à

l'ombre de la terreur, de la mafia politico-financière, des élections truquées, des médias sous haute surveillance». Seule alternative possible, une réorganisation en profondeur de la société. «Du collectif de quartier au mouvement syndical, de l'association écologique au mouvement d'étudiants et du mouvement des femmes pour leurs droits à celui des lycéens, des chômeurs, de l'organisation autonome des cadres, des intellectuels, des universitaires à l'organisation sérieuse des entrepreneurs et de toutes les corporations.

Pour que la vie des partis politiques ne soit pas qu'une lutte perpétuelle pour le positionnement interne. Pour que la vie politique nationale ne soit pas mise en hibernation entre deux élections. Et pour que le pays ne soit pas en permanence mis en demeure de choisir entre la peste de la guerre civile et le choléra de la dictature politique ou religieuse.»

Au terme de ce processus, estime Aït Ahmed, la remobilisation citoyenne aboutira à «la refondation institutionnelle, qui remette les droits des citoyens, leur sécurité et leur développement ainsi que ceux du pays au cœur d'une constitution digne de ce nom, parce qu'enfin issue d'une assemblée constituante librement élue par des Algériens libres.»

N. I.

ANNONCE DE RÉFORMES POLITIQUES

Hanoune presse Bouteflika de clarifier ses intentions

Louisa Hanoune ne détecte pas de prémices d'une révolution en Algérie mais une dynamique sociale qui demande à être accompagnée par des mesures d'ordre politique. Elle presse Bouteflika de clarifier ses intentions sur ce qu'il a qualifié de «réformes politiques».

Le Parti des travailleurs se dit prêt à toute éventualité y compris des élections législatives anticipées ou l'élection d'une assemblée constituante. Sa secrétaire générale considère cela comme une réponse politique minimum à la dynamique qui traverse actuellement la société. «L'urgence de l'heure, c'est d'amorcer le renouveau politique», affirmait-elle hier à l'ouverture des travaux de la session ordinaire du bureau politique qui doit préparer la réunion du plénum des cadres lors du conseil national du Parti des travailleurs prévu vendredi, samedi et dimanche prochains. Les cadres du parti se pencheront sur la situation tant au niveau national qu'international. La secrétaire générale a donné le ton à l'ouverture des travaux considérant qu'il existait un décalage entre la nature des revendications et celle des institutions élues et que la dynamique qui anime plusieurs courants de la société étouffe dans un carcan. Hanoune fait cependant la différence entre ce qu'elle qualifie d'effervescence «stérile et sans intérêt» et une dynamique productive. La sortie de crise viendra-t-elle du changement de la Constitution ? La numéro un du PT estime que ce n'est certainement pas l'actuelle Assemblée qui pourra le faire, d'où l'urgence d'une assemblée constituante qui aura la charge de rédiger une nouvelle Constitution. Sur le plan international, Louisa Hanoune a dénoncé hier l'intervention «impérialiste» en Libye avec le consentement de «sous-traitants arabes», décriant l'atteinte à la souveraineté de la Libye qui, selon ses dires, a provoqué une fracture qui menace la paix dans la région.

N. I.